

Perspectives

N°26/218 – 22 octobre 2026

GÉOPOLITIQUE – Ce que les Midterms ne changeront pas : la crise du compromis politique

✓ **La perte d'influence américaine s'accélère.** Effet Trump ? Oui, surtout chez les alliés, mais pas seulement. La tendance est ancienne, générale, et renvoie à un trait fondamental des cycles hégémoniques : **le déclin d'une puissance ne se résume pas à une modification des rapports de force, il s'ancre dans une crise du modèle politique et institutionnel qui fonde sa légitimité.** L'hégémonie américaine repose en réalité autant sur la puissance militaire, commerciale, technologique et financière que sur la capacité à produire des règles, et à donner à son modèle une portée universelle. Mickey et l'*American Way of Life* sont aussi importants que le dollar. La crise politique des États-Unis et l'érosion de leur influence internationale sont donc liées : **leur interaction est une variable clé du scénario géopolitique mondial.**

Or, **la polarisation américaine a changé de nature.** Ses racines remontent loin, aux recompositions politiques et sociales des années 1960. Les réseaux sociaux ont ensuite décuplé la rentabilité politique de cette polarisation, mais ils ne l'ont pas créée. Surtout, l'affrontement idéologique a muté en « polarisation affective » - **l'adversaire n'est plus seulement porteur d'idées différentes, mais il est moralement condamnable.** En 2022, 72% des républicains et 63% des démocrates jugeaient les sympathisants du parti opposé plus immoraux que les autres Américains, contre 47% et 35% en 2016. **Dès lors, la compétition électorale se déplace vers la légitimité à gouverner,** et le compromis est une trahison. Les transgressions institutionnelles sont acceptables, pour empêcher la victoire d'un adversaire devenu un ennemi existentiel...

Cette évolution ne signifie pas que tous les Américains sont devenus extrémistes. Elle résulte plutôt d'un long processus d'alignement des identités politiques, sociales et culturelles. En fait, **les inégalités de revenus, de patrimoine et de territoire se sont emboîtées, et elles ne séparent plus seulement les niveaux de vie, mais les expériences de vie elles-mêmes.** À partir de là, dans des sociétés ségrégées et endogames, les occasions de rencontrer les autres catégories sociales diminuent : l'inégalité élargie produit de la distance sociale, qui nourrit l'hostilité politique. **La polarisation devient autoréalisatrice :** chaque camp dispose de moins en moins d'expériences permettant de corriger l'image qu'il se fait de l'autre.

Cette polarisation réduit les possibilités de compromis. Le risque n'est plus dans la succession de programmes mais dans la remise en question de la légitimité à gouverner, et cela entretient la **contradiction de l'économie politique contemporaine** : les dépenses publiques augmentent – défense, vieillissement, transition énergétique, protection sociale – tandis que l'endettement limite les marges budgétaires. Mais la dérive budgétaire résulte aussi de l'incapacité à choisir entre des demandes sociales concurrentes, et à légitimer les coalitions qui arbitrent. L'endettement devient en fait une manière de différer les choix que la société ne parvient plus à faire, et **la crise de la dette est aussi une crise de la légitimité politique.**

La polarisation est un point de rencontre entre économie, politique et géopolitique. Elle fragilise la continuité des politiques publiques, la capacité à absorber les chocs, et la prévisibilité de la 1^{re} puissance mondiale. Au-delà des *midterms*, la question est donc celle de la reconstruction du compromis démocratique. Surtout, les mois à venir permettront de voir si l'électorat sanctionne la conflictualité, ou s'il continue de demander à chaque camp de radicaliser son usage du pouvoir. Dans le premier cas, un cycle de compromis serait possible, et on entrerait dans une phase de dépolarisation. Dans le second, les États-Unis testeraient une configuration institutionnelle nouvelle : une démocratie électoralement compétitive, mais où chaque alternance questionne les frontières du pouvoir présidentiel, voire, les règles du régime.

De la polarisation affective à la fin du compromis bipartisan

- La polarisation affective fonctionne comme une identité sociale : l'individu développe une hostilité fondée sur des critères moraux plus que politiques.
- L'échec électoral peut alors devenir insupportable et cela incite à transgresser les institutions.
- Le compromis bipartisan cesse donc d'être le mode de transaction politique prévu par les institutions. Pire, il est vécu comme une trahison identitaire, ce qui augmente son « coût électoral » : les élus sont de moins en moins incités à le pratiquer.

Une société peut être polarisée de plusieurs façons. Les programmes des partis peuvent s'éloigner ; les électeurs peuvent devenir plus radicaux ; mais ils peuvent aussi, sans modifier leurs opinions, se « trier » dans des coalitions plus homogènes. Enfin, ils peuvent cesser de considérer leurs adversaires comme des citoyens défendant des choix différents, pour les percevoir comme des personnes moralement suspectes.

C'est exactement ce qui s'est produit aux États-Unis – et dans de nombreuses démocraties... Un phénomène que les chercheurs appellent la « polarisation affective », lorsque la distance politique change de nature, devenant une distance émotionnelle et identitaire¹. En 2016, 47% des républicains considéraient les démocrates comme plus immoraux que les autres Américains ; 35% des démocrates portaient le même jugement sur les républicains. En 2019, les proportions atteignaient 55% et 47%. En 2022, elles bondissaient à 72% des républicains et 63% des démocrates².

En réalité, perdre une élection reste supportable tant que l'adversaire demeure légitime et que la confrontation porte sur des idées, qui plus est avec une alternance possible. Mais dès que l'échec électoral est perçu comme une menace existentielle, la tentation augmente d'accepter des comportements institutionnellement contestables, afin d'empêcher la victoire du parti adverse. C'est ce que Milan Svolik a montré : une polarisation intense peut conduire des électeurs à privilégier leur camp, même lorsque ses candidats violent les normes démocratiques³.

Don't Look Up : le rôle de l'émotion dans notre capacité d'action collective

- Il existe une boucle autoréalisatrice entre polarisation et souffrance sociétale – 54% des Américains présentant les symptômes d'une souffrance liée à la solitude.
- Une société polarisée est moins disponible psychologiquement pour la gestion des chocs et de l'incertitude.

La polarisation affective participe d'une crise nationale émotionnelle, mise en évidence dans « *Stress in America 2025 : A Crisis of Connection* », publié par l'American Psychological Association. Ainsi, 54% des Américains déclarent se sentir isolés et, dans ce contexte, les effets sociétaux de la polarisation politique sont décuplés. Pour 62% des Américains, la division de la nation constitue effectivement une source majeure de stress, et ils sont plus nombreux que les autres à éprouver des difficultés à planifier leur avenir.

En fait, il existe une boucle autoréalisatrice entre polarisation politique et souffrance sociétale : la division produit du stress et du retrait ; l'isolement réduit les contacts avec des individus différents ; la diminution de ces contacts favorise les représentations stéréotypées, tandis que le stress altère les capacités de projection et de compromis.

Une société polarisée devient alors moins disponible psychologiquement pour appréhender la complexité et pour gérer les chocs et l'incertitude. Car là encore, les boucles autoréalisatrices sont puissantes : la polarisation gêne l'anticipation collective ; et le choc – mais aussi la peur du choc, l'anticipation elle-même – renforcent la division politique.

C'est ce que les travaux d'Ulrich Beck⁴ avaient déjà mis en évidence dès 2008, et c'est exactement aussi le scénario du film « *Don't Look Up* » - quand le risque d'une comète se transforme en crise politique si aiguë, que le seul débat ne consiste plus qu'à regarder la réalité, ou non, c'est-à-dire la comète suspendue juste au-dessus de soi. En fait, le film met en scène ce moment où la polarisation, portée à l'extrême, incarnée dans les réseaux sociaux, annule la vérité, quand bien même il s'agit d'une menace d'extinction...

¹ Iyengar, Shanto, Gaurav Sood et Yphtach Lelkes. « Affect, Not Ideology: A Social Identity Perspective on Polarization », *Public Opinion Quarterly*, 2012.

² Pew Research Center. « Republicans and Democrats Increasingly Critical of People in the Opposing Party », 2022.

³ Svolik, Milan W. « Polarization versus Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 30, 2019

⁴ Ulrich Beck, « La société du risque, sur la voie d'une autre modernité », Champs Flammarion, 2008

Comment a évolué le rapport des électeurs américains à la violence politique depuis l'attaque du Capitole ?

- En majorité, les Américains rejettent la violence politique. La tolérance à la violence a également diminué chez les républicains.
- Le thème politique de la rupture n'a cependant pas disparu : le trumpisme cherche à s'institutionnaliser.
- La violence politique est liée aussi à l'attribution de sa responsabilité : 73% des démocrates imputent les débordements à l'extrême droite ; 72% des républicains à l'extrême gauche.
- Le clivage sur la Garde nationale porte autant sur son usage que sur une question constitutionnelle : jusqu'où le président peut-il employer une force fédéralisée contre l'avis des États ?
- Les Américains possèdent 40% du stock mondial d'armes détenues par des civils, mais la différence est importante entre républicains et démocrates.

Depuis l'attaque du Capitole, le thème de la violence politique s'est transformé en véritable arène de guerre cognitive – d'autant que la peur de la guerre civile est un argument électoral puissant dans les sociétés polarisées. Néanmoins, 77% des Américains sont en désaccord avec l'idée que « les choses étant allées trop loin, les authentiques patriotes risquent de devoir recourir à la violence pour sauver le pays »⁵. La majorité des électeurs ne soutient donc pas la violence. De plus, la proportion de personnes qui défend la légitimité de cette violence est devenu identique chez les républicains et les indépendants, à 19%, proche des démocrates, à 17%. Le taux avait atteint 35% chez les républicains en août 2021...

À ce stade, la seconde présidence de Trump semble avoir provoqué un rejet de la violence chez une majorité de républicains. Évidemment, cela peut s'expliquer par le fait que leur camp détient le pouvoir, mais pas seulement. Ainsi, 46% d'entre eux rejettent l'usage d'un langage politique violent, contre 26% en 2019. Or, cette question est centrale dans l'analyse des partis antisystèmes, et rompre avec le « langage de l'élite » a été l'un des ressorts politiques les plus efficaces de D. Trump. En réalité, le thème politique de la rupture n'a pas disparu, mais il est en train de s'institutionnaliser, avec des personnalités, comme **JD Vance, qui cherchent à incarner une seconde génération du trumpisme.**

Enfin, la violence politique n'est pas seulement liée à l'acceptation de la violence elle-même, mais aussi à l'attribution de sa responsabilité : 73% des démocrates imputent ainsi la violence à des mouvements d'extrême droite, tandis que 72% des républicains l'attribuent à l'extrême gauche. Chaque événement violent entretient donc la polarisation affective, non par une radicalisation directe de la population, mais par un effet de « second tour » : **chaque camp l'utilise comme preuve de la dangerosité morale de l'autre.**

Et la Garde nationale ?

La Garde nationale n'est pas une armée fédérale ordinaire : ses unités relèvent des États, mais peuvent être placées sous commandement fédéral par le président. Sous D. Trump, son emploi dans l'espace intérieur a pris une dimension nouvelle. À Los Angeles, l'administration a placé sous commandement fédéral 4 000 membres de la Garde nationale, ainsi que 700 Marines, dans le contexte des manifestations liées aux opérations migratoires, malgré l'opposition du gouverneur G. Newsom⁶. À Washington, la mission doit se poursuivre jusqu'à la fin du mandat présidentiel. Le recours à la Garde a aussi concerné Memphis et La Nouvelle-Orléans, mais les gouverneurs soutenaient l'intervention. Les projets de déploiement à Chicago et Portland, contre l'avis des autorités locales, ont donné lieu à d'importantes batailles judiciaires.

Le clivage politique porte donc autant sur l'usage de la Garde que sur la question constitutionnelle qui consiste à savoir jusqu'où le président peut l'employer contre l'avis des États. La question est d'autant plus sensible qu'elle se pose dans une société exceptionnellement armée. Il n'existe pas de registre national des armes détenues par des civils, mais l'estimation du *Small Arms Survey* évoquait 120 armes pour 100 habitants – soit près de 40% du stock mondial d'armes détenues par des civils⁷. 32% des adultes déclarent posséder une arme et 42% vivre dans un foyer armé. Là encore, la fracture est politique : 45% des républicains contre 20% des démocrates déclarent posséder personnellement une arme⁸.

Du « Great Alignment » au « political sorting » : un phénomène de long terme

- Plusieurs phénomènes se sont superposés pour « trier » les électeurs dans des coalitions où se superposent parti, religion, race, diplôme et territoire.
- L'Amérique n'est pas une société où chaque individu est plus extrémiste, mais une société dans laquelle les différentes dimensions de l'identité politique s'alignent d'un même côté.

⁵ PRRI, Findings from the 2025 American Values Survey

⁶ U.S. Northern Command, *Update to DoD Federal Protection Mission – June 2025*.

⁷ Small Arms Survey, Aaron Karp, *Estimating Global Civilian-Held Firearms Numbers*, Briefing Paper, 2018.

⁸ Pew Research Center, « Key Facts About Americans and Guns », 2024.

- **Les réseaux sociaux n'ont pas créé l'Amérique polarisée, mais ils ont décuplé la rentabilité politique de la polarisation.**

L'histoire de la polarisation commence bien avant Trump, et se prolongera bien après lui. Dans les années 1950, républicains et démocrates sont encore des coalitions idéologiquement hétérogènes. Les démocrates rassemblent les ouvriers des grandes villes du Nord, des électeurs progressistes, les nouvelles minorités urbaines, mais aussi une importante composante conservatrice du Sud. Le Parti républicain possède inversement une aile progressiste, aujourd'hui presque disparue. **En effet, à partir des années 1960, la question raciale provoque un réalignement du Sud blanc vers le Parti républicain, tandis que les Afro-Américains deviennent l'un des piliers du Parti démocrate.**

Une nouvelle étape est franchie avec les univers médiatiques partisans, mais faire des réseaux sociaux la cause de la polarisation reviendrait à confondre accélérateur et moteur. Les réseaux modifient surtout la structure des incitations, en rendant visibles les expressions conflictuelles ; l'animosité envers « l'out-group » devient un moteur d'attention numérique⁹. Les réseaux ne créent pas l'Amérique polarisée, mais ils décuplent la rentabilité politique de la polarisation affective.

Au final, Alan Abramowitz parlera de « Great Alignment »¹⁰ : **non pas une Amérique où chaque individu serait devenu extrémiste, mais une société dans laquelle les différentes dimensions de l'identité politique se sont rangées du même côté.** Lilliana Mason a également mis en évidence ce *social sorting*, dès lors que se sont superposés parti, religion, race, diplôme et territoire¹¹.

Des inégalités à la distance sociale : l'infrastructure de la polarisation

- **Les inégalités se sont « emboîtées » (revenus, patrimoines, géographie sociale), conduisant non seulement à un éloignement des expériences de vie, mais aussi de la perception de la trajectoire du pays.**
- **La perception de l'inégalité est politiquement plus importante que l'inégalité mesurée.**
- **La dépolarisation se heurte à un blocage : il n'existe plus d'expériences communes pour corriger l'image que chaque camp se fait de l'autre.**

La polarisation affective ne peut évidemment pas être comprise comme un phénomène exclusivement culturel ou psychologique. De nombreux travaux ont exploré le rôle de la mondialisation financiarisée, du progrès technique, de la désindustrialisation, de l'endettement privé et de l'accroissement des disparités territoriales dans la constitution d'un sentiment de déclassement et de dépossession politique¹². Par ailleurs, **l'analyse de 140 années de crises financières montre qu'après les grandes crises de ce type, les partis de droite radicale progressent davantage, les gouvernements deviennent difficiles à constituer et la conflictualité s'accroît¹³.**

L'emboîtement des inégalités

Sur le plan des **revenus**, les données du Census Bureau, disponibles pour 2024, montrent une stabilisation de l'indice de Gini, après plusieurs décennies de forte progression des écarts. Mais cette stabilité masque une divergence au sommet : entre 2023 et 2024, le revenu réel au 90^e percentile augmente, tandis qu'il ne progresse significativement ni à la médiane ni au 10^e percentile. En ce qui concerne le **patrimoine**, les *Distributional Financial Accounts* de la Réserve fédérale montrent, au premier trimestre 2026, que le patrimoine est massivement détenu par les déciles supérieurs, et que cette **asymétrie est renforcée par la composition de ce patrimoine** : les ménages les plus riches possèdent une part disproportionnée des actions et autres actifs financiers ; les ménages modestes détiennent davantage leur richesse sous forme immobilière et ils sont plus endettés. Enfin, s'ajoute à tout cela une **dimension territoriale des inégalités**. Les États-Unis ont connu, après la longue convergence régionale de l'après-guerre, une période de **concentration des emplois qualifiés, des diplômés, de l'innovation et des revenus** dans certaines grandes métropoles et régions dynamiques, au point que l'on parle d'un « **spatial sorting** » : la localisation des entreprises les plus productives et celle des travailleurs les plus qualifiés se sont renforcées mutuellement. Aujourd'hui, le tableau se nuance, car certaines régions ont rattrapé une partie de leur retard. Mais les écarts accumulés de productivité, de qualification, de patrimoine, de valeur immobilière et d'accès aux emplois à haute rémunération demeurent importants.

À partir de là, l'inégalité devient non seulement une différence de niveau de vie, mais une séparation des expériences économiques et sociales, particulièrement importante pour comprendre la polarisation : des populations qui n'occupent plus les mêmes territoires, ne bénéficient pas des mêmes dynamiques, et finissent par percevoir de manière très différente la trajectoire du pays.

⁹ Rathje S., Van Bavel J. et Sander van der Linden. « Out-group animosity drives engagement on social media », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 2021.

¹⁰ Abramowitz, A. *The Great Alignment: Race, Party Transformation, and the Rise of Donald Trump*, Yale University Press, 2018.

¹¹ Mason L. « A Cross-Cutting Calm: How Social Sorting Drives Affective Polarization », *Public Opinion Quarterly*, vol. 80, 2016.

¹² Sollogoub T., « Ce qui crée la colère », *Perspectives Crédit Agricole*, 2016.

¹³ Funke M., Schularick M. & Trebesch C., « Going to Extremes: Politics after Financial Crises, 1870–2014 », *European Economic Review*, 2016.

Les agrégats nationaux masquent donc des « expériences économiques » très différentes. Dans l'enquête 2025 de la Réserve fédérale, 73% des adultes déclarent « s'en sortir correctement », mais cette proportion diminue chez les jeunes et les ménages à faibles revenus. Dans le même temps, la proportion des personnes inquiètes de trouver ou de conserver un emploi est passée de 37% en 2024 à 42% en 2025. Or, **la dynamique de transformation des inégalités en moteur politique se situe justement dans l'écart entre la statistique et l'expérience plus subjective de la sécurité économique. Autrement dit, la perception de l'inégalité est politiquement bien plus puissante que l'inégalité mesurée.**

Vladimir Gimpelson et Daniel Treisman ont montré que **les citoyens connaissent mal la distribution réelle des revenus et leur propre position dans celle-ci**¹⁴. Or, les attitudes politiques réagissent surtout à la représentation que chacun se fait de la structure sociale. Jonathan Mijs va plus loin et touche au cœur de la polarisation affective : plus les sociétés deviennent socialement ségréguées, moins leurs membres disposent d'expériences directes leur permettant d'observer la vie des autres catégories sociales¹⁵. **L'inégalité produit littéralement de l'invisibilité.** Robert Putnam avait effectivement décrit dès 2000 l'affaiblissement du capital social américain et des lieux de sociabilité transversale¹⁶. Aujourd'hui, les Américains se regroupent dans des quartiers, des réseaux amicaux et des univers professionnels politiquement homogènes, et ils choisissent leurs partenaires selon des critères politiques : parmi les couples récemment formés, moins d'un couple sur cinq réunit un démocrate et un républicain.

Ce phénomène d'endogamie fait entrer la question de la méritocratie dans le champ de la polarisation : de plus en plus d'individus interprètent les différences de trajectoire bien davantage comme le résultat du mérite que comme celui des inégalités structurelles. À l'inverse, les personnes en bas de l'échelle de revenus (ou qui se perçoivent en bas) ont l'impression d'une société bloquée. Une étude portant sur trois décennies et 39 démocraties avancées montre ainsi que **la hausse des inégalités tend à polariser les croyances sur la méritocratie**¹⁷, source majeure d'intensification des conflits sociaux.

L'adhésion aux dirigeants autoritaires ? Que disent les sciences politiques ?

Existe-t-il des dispositions individuelles favorisant l'adhésion à des dirigeants autoritaires ? La généalogie de cette question remonte notamment à *The Authoritarian Personality*¹⁸. **Les auteurs, travaillant sous l'ombre proche du fascisme et de l'antisémitisme européens, font l'hypothèse que certaines dispositions psychologiques rendent les individus plus réceptifs aux idéologies autoritaires :** conformisme aux normes établies, soumission à l'autorité, agressivité envers ceux qui s'en écartent, rigidité des catégories, valorisation de la force et projection des frustrations sur des groupes extérieurs. Ils tentent de mesurer cette prédisposition à l'aide de l'« échelle F » (F pour fascisme). **L'approche sera ensuite critiquée pour ses présupposés psychanalytiques et ses fragilités méthodologiques, mais l'intuition survivra.** À partir des années 1980, Bob Altemeyer la reconstruit sur des bases plus solides avec le *Right-Wing Authoritarianism*, organisé autour de trois dimensions : soumission à une autorité jugée légitime, agressivité envers les groupes que cette autorité autorise à sanctionner, et attachement aux normes conventionnelles¹⁹.

Karen Stenner propose ensuite une distinction essentielle : la prédisposition autoritaire devient politiquement active lorsque **l'individu perçoit une menace contre l'unité et l'homogénéité du groupe** : transformations culturelles, immigration, désordre ou perte de statut peuvent ainsi l'activer – on retrouve les thèmes très labourés du trumpisme de la frontière²⁰ entre « eux » et « nous », de la promesse de rétablissement de l'ordre, de la réaffirmation de hiérarchies sociales et de la représentation d'un âge d'or perdu. **C'est là que se noue le lien entre crise politique intérieure et géopolitique, construction de l'ennemi intérieur et construction de l'ennemi extérieur.**

Il serait donc excessif de parler d'une simple polarisation antichinoise. Ce que l'on observe est plutôt de l'ordre d'un consensus bipartisan sur la compétition stratégique, à l'intérieur duquel les deux camps divergent sur son intensité, son vocabulaire et ses instruments. Cette convergence survivra à D. Trump, car elle est désormais incorporée dans les stratégies industrielles, technologiques et de sécurité.

¹⁴ Gimpelson, Vladimir & Daniel Treisman, « Misperceiving Inequality », *Economics & Politics*, vol. 30, 2018.

¹⁵ Mijs, Jonathan J.B., « The Paradox of Inequality: Income Inequality and Belief in Meritocracy Go Hand in Hand », *Socio-Economic Review*, vol. 19, 2021 ; et « How Segregation Ruins Inference », *Social Forces*, vol. 103, 2024.

¹⁶ Putnam, Robert D., *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, 2000.

¹⁷ Ehmes, Sebastian et al., *Socio-Economic Review*, 2026.

¹⁸ Adorno, T. W., Frenkel-Brunswick E., Levinson D. et Nevitt Sanford R., *The Authoritarian Personality*, Harper, 1950.

¹⁹ Altemeyer, Bob. *The Authoritarian Specter*, Harvard University Press, 1996.

²⁰ Stenner, Karen. *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge University Press, 2005.

La Chine, le dernier consensus d'une Amérique polarisée ?

La rencontre entre société de la peur, polarisation affective et géopolitique apparaît nettement dans le rapport à la Chine. Depuis la fin des années 2010, la rivalité avec Pékin constitue l'un des rares sujets de continuité entre administrations républicaines et démocrates : restrictions technologiques, contrôle des investissements, sécurisation des chaînes d'approvisionnement, semi-conducteurs, politique industrielle et renforcement des alliances indo-pacifiques. La polarisation de l'opinion publique accompagne ce consensus. En 2025, 77% des Américains avaient une opinion défavorable de la Chine, contre 81% en 2024 ; un tiers la considérait comme un « ennemi » et 56% comme un concurrent²¹.

Néanmoins, les données plus récentes montrent aussi une légère inflexion - une amélioration de l'image de la Chine, et une diminution de la proportion d'Américains la qualifiant d'ennemi, notamment chez les jeunes et les démocrates²².

Une question demeure cependant : la rivalité sino-américaine restera-t-elle le prolongement de la polarisation intérieure, ou au contraire l'un des espaces où celle-ci peut se suspendre ?

Les scénarios de l'après-Trump ?

- L'Amérique donne à voir non plus deux camps homogènes, mais plusieurs tensions idéologiques simultanées, à l'intérieur des partis en recomposition.
- Les trois scénarios de l'après-Trump ? Le premier est celui d'une institutionnalisation du trumpisme. Trump aurait alors produit pour le Parti républicain ce que Reagan avait accompli : non seulement une victoire électorale, mais une nouvelle matrice idéologique. Le second scénario est celui d'une fragmentation idéologique. Le troisième serait celui d'un réalignement sur des thèmes socio-économiques. La polarisation culturelle persisterait, mais les sujets du coût de la vie, du logement, de la santé, des salaires et de la protection économique deviendraient suffisamment puissants pour redistribuer les coalitions.

En fait, l'Amérique du second mandat de Trump est bien plus complexe que la représentation de deux blocs soudés. Ainsi, la typologie politique publiée par Pew Research en juin 2026 répartit les Américains en neuf groupes et met en évidence des fractures internes dans les deux partis²³. Chez les républicains, la guerre contre l'Iran a révélé une

contradiction profonde entre une composante MAGA critique des *forever wars* et la tradition républicaine interventionniste. L'immigration reste un marqueur du camp conservateur, mais les méthodes de l'ICE suscitent davantage de réserves que l'objectif du contrôle migratoire lui-même. Selon une enquête Reuters/Ipsos, 58% des Américains estiment que les opérations de l'ICE vont trop loin, 12% qu'elles ne vont pas assez loin et 26% qu'elles sont adéquates. Quant aux démocrates, la victoire de Zohran Mamdani à New York a démontré qu'une offre progressiste pouvait être reformulée dans le langage de l'*affordability* : logement, transports, garde d'enfants, services publics et coût de la vie.

Surtout, l'asymétrie de mobilisation s'est inversée depuis 2022 : 70% des démocrates et indépendants proches des démocrates disent qu'il est « très important » de savoir quel parti contrôlera le Congrès, contre 60% des républicains. En fait, le vote anti-Trump mobilise davantage que le vote pro-Trump : 42% des électeurs disent que le président constitue une raison de voter contre son camp, contre 22% qui envisagent leur vote comme un soutien au président. Enfin, l'avantage traditionnel des républicains sur l'économie s'est effacé : 37% des Américains disent être davantage d'accord avec les démocrates sur l'économie, contre 36% avec les républicains.

En réalité, tant que Trump demeure le chef du mouvement, les contradictions qu'il a réussi à agréger peuvent être contenues par une logique de loyauté personnelle. Mais l'après-Trump obligera à les transformer en doctrine. Le premier scénario serait celui d'une institutionnalisation du trumpisme. Un héritier parvient à synthétiser nationalisme économique, frontières, conservatisme culturel et présidence forte. Le deuxième scénario serait celui de la fragmentation. Protectionnistes et non-interventionnistes, évangélistes, monde des affaires dérégulateur et conservateurs découvrirait qu'ils ne partagent pas le même projet politique. La typologie de Pew Research rend cette hypothèse plus crédible qu'une simple opposition MAGA/anti-MAGA. Le troisième scénario serait celui d'un nouveau réalignement socio-économique.²⁴

²¹ Pew Research Center. « Negative Views of China Have Softened Slightly Among Americans », 2025.

²² Pew Research Center. « Americans' Views of China Have Grown Somewhat More Positive in Recent Years », 2026.

²³ Pew Research Center. Beyond Red vs. Blue: The 2026 Political Typology, 2026.

²⁴ Pour en savoir plus sur les élections de mi-mandat, voir la publication « États-Unis – Élections de mi-mandat et implications possibles », Crédit Agricole S.A., octobre 2026

De la polarisation affective à l'affaiblissement institutionnel

- Le clivage post-Trump pourrait surtout porter sur la conception même du pouvoir et des règles de la démocratie.
- L'institut V-Dem attribue la chute américaine dans son classement à l'affaiblissement des *checks and balances*, à la politisation de l'administration et des organismes de contrôle, à une extension du pouvoir exécutif aux dépens des institutions qui l'encadrent, ainsi qu'aux pressions exercées sur la justice, la presse, les universités et certaines libertés civiles.
- Cependant, le diagnostic institutionnel est celui d'une érosion asymétrique plutôt que d'un effondrement : les contre-pouvoirs américains fonctionnent encore, mais l'exécutif teste leurs frontières.
- Les enquêtes de Pew Research montrent que l'attachement des Américains à la liberté individuelle et à la Constitution reste fort.

Bright Line Watch suit depuis 2017 l'état de la démocratie américaine auprès d'échantillons du public et de spécialistes de science politique. Dans son enquête de février-mars 2026, les experts attribuent à la démocratie américaine une note de 57 sur 100. Le diagnostic de V-Dem est plus sévère. Dans son *Democracy Report 2026*, l'institut estime que le score américain au *Liberal Democracy Index* a diminué de 24% en une année, faisant passer les États-Unis du 20^e au 51^e rang sur 179 pays.

Il faut cependant rester prudent : V-Dem mesure la démocratie à partir d'une définition exigeante, et **son classement ne signifie pas que les États-Unis auraient cessé d'être une démocratie électorale**. Les enquêtes de Pew Research montrent aussi que l'attachement des Américains à la liberté individuelle est fort, tout comme celui à la Constitution et à la Déclaration d'indépendance.

Mais il est difficile d'écarter une question qui peut avoir de nombreuses implications très concrètes, dans les années à venir, pour les investisseurs : **la polarisation risque-t-elle de passer du conflit entre partis à un conflit institutionnel plus durable ?**

Les quatre fronts de l'affaiblissement institutionnel

Premier front : l'administration fédérale. Réduction des effectifs, modification des protections de la fonction publique et renforcement du pouvoir de révocation visent à accroître le contrôle présidentiel sur l'appareil d'État ; les effectifs fédéraux ont diminué d'environ 12% depuis 2024 et de nouvelles règles de l'*Office of Personnel Management* concernant les licenciements et les évaluations sont contestées par les syndicats.

Deuxième front : les agences indépendantes et le Congrès. La théorie de l'*unitary executive* nourrit la volonté d'accroître le contrôle présidentiel sur les agences. Le Brennan Center considère que l'affaiblissement de long terme du Congrès, en termes de légitimité politique, a créé un vide progressivement occupé par la présidence et la Cour suprême.

Troisième front : les institutions productrices de contre-discours – universités, médias, cabinets d'avocats et organisations professionnelles. Une analyse de Reuters a recensé 75 décisions de juridictions fédérales concluant à des violations du premier amendement par l'administration Trump dans des affaires touchant à la liberté d'expression, aux universités, aux médias et aux opposants.

Quatrième front : les règles électorales. Une coalition de 23 États a contesté des dispositions de l'ordre exécutif présidentiel concernant le vote postal et les listes électorales, estimant que l'exécutif empiétait sur des compétences des États et du Congrès.

Mais l'image inverse – celle d'institutions ayant cessé de résister – serait fausse. Les juridictions fédérales ont bloqué ou invalidé de nombreuses décisions de l'administration, y compris par des juges nommés par des présidents républicains ; les États utilisent le fédéralisme et le contentieux pour s'opposer à Washington ; syndicats, associations et universités ont engagé leurs propres résistances juridiques.

La Cour suprême occupe une position plus ambiguë : elle a laissé subsister des contraintes sur l'exécutif, mais elle a aussi renforcé ses marges de manœuvre. Dans l'affaire *Trump v. CASA* en juin 2025, elle a ainsi limité la possibilité pour les juridictions inférieures de prononcer des *nationwide injunctions*.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Octobre 2026

[Les couches de risque se superposent](#)

Date	Titre	Thème
21/10/2026	États-Unis – Élections de mi-mandat et implications possibles	États-Unis
19/10/2026	Immobilier résidentiel – Le vieillissement démographique atténuera-t-il la pénurie de logements en Allemagne ?	Allemagne
19/10/2026	La tokenisation du monde est en marche	Fintech
16/10/2026	Monde – L'actualité de la semaine – 16 octobre 2026	Monde
15/10/2026	Mines & Métaux – Le cuivre ou la valse des paradoxes	Mines & Métaux
15/10/2026	France – Le taux d'effort logement : en baisse depuis 2014, en hausse à plus long terme	France
09/10/2026	Allemagne – La reprise à l'épreuve du troisième trimestre	Allemagne
09/10/2026	Royaume-Uni – Scénario 2026-2027 : l'économie résiste mais l'étau se resserre	Royaume-Uni
09/10/2026	Monde – L'actualité de la semaine – 9 octobre 2026	Monde
08/10/2026	Industrie allemande – Face à la Chine, un modèle sous pression	Allemagne
08/10/2026	Point de vue – Allemagne, de la renaissance à la refondation	Allemagne
02/10/2026	Monde – Scénario 2026-2027 : les couches de risque se superposent	Monde
29/09/2026	Fintech Outlook 9 premiers mois de l'année – Citius, Altius, Fortius	Fintech

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'information à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'information soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse régionale, ne saurait donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.